



Monsieur le Commissaire Enquêteur
Enquête publique RLP
Hôtel de Ville du Pradet
Parc Victor Cravéro
83220 LE PRADET

Paris, le 8 novembre 2017

Objet : Enquête publique projet de RLP du Pradet
Commissaire Enquêteur : M. Michel COUVE

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

L'Union de la Publicité Extérieure, syndicat professionnel représentant les principales entreprises de publicité extérieure, approuve dans son ensemble les dispositions du projet de règlement local de la publicité de la commune du Pradet.


Nous nous permettons toutefois de vous soumettre ci-après des propositions d'aménagements réglementaires, portant notamment sur les zones d'activités et commerciales de la commune, visant à améliorer l'équilibre du projet de texte et concilier les objectifs de protection du cadre de vie de la commune et le dynamisme économique et commercial des acteurs locaux.

➤ Elargissement de la ZP1 : Zones d'Activités du Pradet

Comme le souligne le rapport de présentation, les commerces et l'artisanat de la commune constituent un pôle commercial dynamique et sont majoritairement ouverts à l'année. L'accès à la communication publicitaire notamment de proximité est un outil indispensable à l'activité des acteurs locaux.

Au regard des orientations définies par le projet de règlement et du tissu urbain de certaines zones commerciales de la commune, nous proposons un élargissement de la Zone 1 (zone économique), tel que représenté sur le plan ci-après.



 Zone souhaitée en zone 1

Ces secteurs, totalement urbanisés se situent en amont et à proximité immédiate des zones d'activités commerciales et permettent d'offrir aux annonceurs locaux une signalisation attractive.



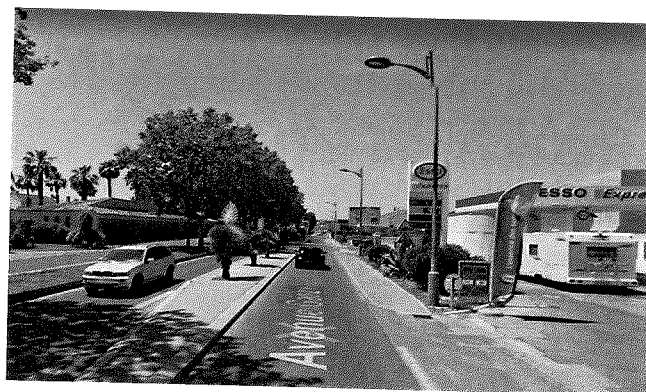
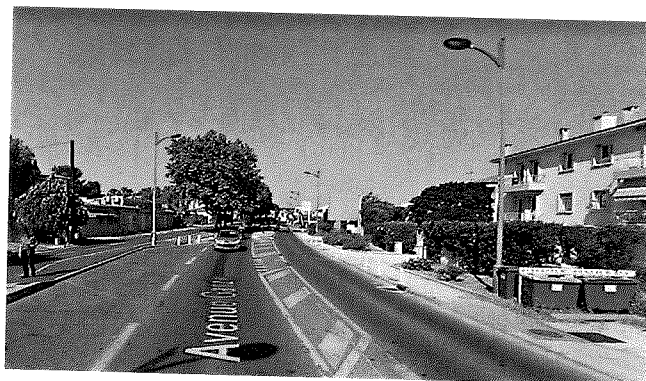
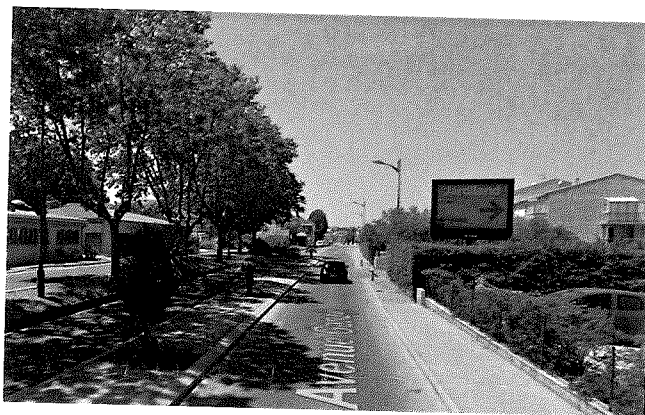
STOP AUX DÉCRETS SAUVAGES

47 rue de Liège 75008 Paris • Tél : 01 47 42 16 28 • Fax : 01 47 42 13 82

E-mail : contact@upe.fr • Site Web : www.upe.fr • N° SIRET : 30302628000022 • Code APE : 9411Z



Les règles de densité fixées par le projet règlement (1 dispositif par unité foncière) permettent une régulation naturelle des implantations et le maintien dans ces secteurs de dispositifs publicitaires de grande qualité esthétique sans surcharge visuelle.



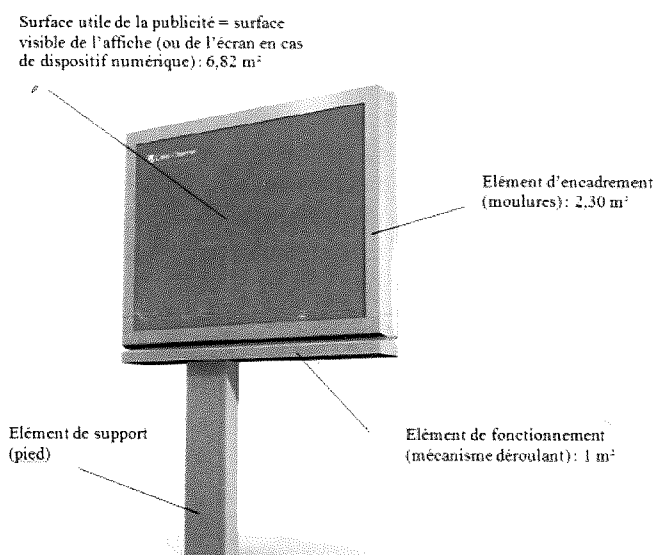
➤ Le format des dispositifs publicitaires

Tel qu'il est rédigé, le projet de RLP laisse supposer que le format des dispositifs publicitaires à prendre en considération ne sera pas la surface de l'affiche publicitaire mais celle du dispositif tout entier, encadrement compris.

Les dispositifs publicitaires, quel que soit leur support, ne pourront ainsi excéder une surface, encadrement compris, de 8 m². Cette disposition a pour effet d'interdire tous les dispositifs publicitaire de grand format et notamment ceux sous vitre et éclairés par transparence pourtant garant d'une meilleure qualité esthétique et d'une meilleure intégration dans le cadre urbain.

Ces dispositifs comportent nécessairement un système déroulant intégrant plusieurs affiches. La surface utile de la publicité qui y est apposée n'excède pas 8m² mais le format, encadrement compris, de ces dispositifs avoisine, selon l'opérateur, entre 10,50 et 11 m².

Vous trouverez ci-dessous les côtes d'un dispositif publicitaires « standard » de 8m².



La surface publicitaire « hors encadrement » constituait, depuis une circulaire de 1981 (jamais modifiée par la suite), la norme professionnelle intangible qui a constamment été utilisée par l'ensemble des opérateurs et leurs fournisseurs de matériels pour la conception, la fabrication et l'installation des dispositifs publicitaires.

Toutefois, par deux arrêts rendus récemment, le Conseil d'Etat a estimé que le calcul de la surface maximale autorisée de la publicité devait prendre en compte la surface totale du dispositif, encadrement compris, et non la seule surface utile de la publicité (affiche ou écran).

Cependant, dans ses conclusions, le rapporteur public a blâmé « l'obscurité clarté d'une réglementation et les atermoiements de l'administration quant à sa portée. » et a en outre estimé que « la bonne solution, la bonne administration, c'est que le ministère de l'écologie travaille à un encadrement des surfaces différent, qui aborde la question du cadre indépendamment de celle du format de l'affichage ». Le rapporteur public a ainsi renvoyé à un décret le soin de préciser la notion de surface des publicités et d'encadrement de leurs moulures.

Dans l'attente de ce décret, il revient au règlement local de publicité de répondre à cet objectif et de réglementer la surface de l'encadrement indépendamment de celle de la publicité dans la limite maximale autorisée des 12m² et dans le respect des standards commercialisés.

En effet, dans un avis de principe rendu le 22 novembre 2000, le Conseil d'Etat a consacré l'impossibilité pour l'autorité locale de porter une atteinte excessive à l'activité économique des entreprises d'affichage qui ne serait pas expressément justifiée par des considérations tirées de la protection du cadre de vie. (CE Sect. Avis 22 novembre 2000 soc. L&P Publicité, AJDA 2001, p.198, note M-C Rouault).

Il conviendrait d'assujettir les dispositifs publicitaires aux règles de format suivantes, parfaitement conformes aux dispositions du code de l'environnement : « *Les dispositifs peuvent recevoir des publicités d'une surface unitaire utile maximale de 8 m². Le format, encadrement compris, de ces publicités ne peut excéder 11 m².* »

➤ Modification des définitions lexicales

Certaines définitions du Lexique réglementaire ne sont pas strictement conformes aux textes réglementaires et législatifs et peuvent porter à interprétation.

○ Agglomération

Telle qu'elle est rédigée en se limitant au seul article R.110-2 du code de la route, la définition de l'agglomération ne respecte pas la portée de l'arrêt de principe rendu en la matière par le Conseil d'Etat (arrêt du 2 mars 1990 - Ministre de l'urbanisme, du logement et des transports c/ Société Publi-System). Cet arrêt rappelle en effet que la définition matérielle de l'agglomération l'emporte sur sa définition formelle : les dispositifs publicitaires doivent être implantés dans des zones pourvues d'immeubles bâtis rapprochés mais « *les panneaux placés à l'entrée ou la sortie de l'agglomération la signalent mais ne la constitue pas* ».

Afin de ne contrevenir ni à la définition de la notion d'agglomération au sens du code de l'environnement ni à sa portée au sens du Conseil d'Etat, je suggère de reprendre la rédaction de l'article L.581-7 : « *en dehors des lieux qualifiés d'agglomération par les règlements relatifs à la circulation routière, toute publicité est interdite* ».

○ Murs et clôtures aveugles :

Les notions de « parties ajourées » ou de murs « pleins » utilisées pour qualifier les clôtures les murs aveugles et les palissades de chantier sont source d'interprétation.

Un mur « plein » ne désigne pas uniquement un mur qui ne contient pas d'ouvertures ou de portes mais désigne également un mur « *qui ne contient pas de vide* ». Un mur « creux » (en brique par exemple) mais aveugle serait, au terme de cette définition, indûment interdit à la publicité.

L'adjectif « ajouré » ne désigne pas uniquement ce qui est « ouvert » mais désigne également ce qui laisse « *passer la lumière* ». Or un mur de briques de verre n'est pas considéré, au terme de la jurisprudence, comme une ouverture au sens du code de l'environnement. Il laisse néanmoins passer la lumière.

Il conviendrait de retirer ces deux adjectifs des définitions relatives aux clôtures et murs aveugles.

En ce qui concerne plus précisément les palissades de chantier, elles sont généralement réglementées par un arrêté préfectoral reprenant les dispositions figurant dans le règlement sanitaire départemental type. Ces dispositions peuvent être complétées par arrêté municipal ou par les services de la voirie qui peuvent préciser aux entreprises les caractéristiques des clôtures à installer. Afin de ne pas contrevenir aux règlements de voirie existants ou à venir, il conviendrait de ne pas limiter les palissades à « *une clôture constituée de panneaux pleins* ».

Il conviendrait de compléter la définition comme suit : « Une palissade de chantier est une clôture provisoire masquant une installation de chantier Elle est composée soit d'éléments pleins sur toute sa hauteur soit d'éléments pleins en partie basse surmontés d'un élément grillagé ».

En espérant que vous voudrez bien prendre en compte nos remarques, je vous prie de recevoir, Monsieur le Commissaire Enquêteur, mes salutations distinguées.



Stéphane DOTTELONDE
Président de L'UPE